

COMMUNIQUE DE PRESSE – 9 SEPTEMBRE 2026
SOUS EMBARGO JUSQU'AU 10 SEPTEMBRE EN MATINEE

⇒ **En 2016, pour le 40^{ème} anniversaire de la loi organique des CPAS, le RWLP envoyait le communiqué de presse suivant en amont d'une action au Mont des Arts à Bruxelles :**

« DE L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL À LA CAMISOLE SOCIALE... UN PAS QUE NOUS PENSIONS INFRANCHISSABLE ! Totalelement décomplexé, le gouvernement fédéral maintient allègrement la tête sous l'eau de ceux qui étaient déjà en apnée !

Deux mois, il nous reste deux petits mois en 2016 pour dénoncer avec force à quelle très mauvaise sauce sont mangés les CPAS, et surtout à quel imbuvable jus sont soumises les personnes contraintes de passer le seuil d'un CPAS, redisons-le... **PAR NÉCESSITÉ TOUJOURS.** Conséquences : plus de sauce du tout pour les gens appauvris, un jus plus qu'amer qui rend malade au lieu de soulager, bref une malbouffe puissance 10 pour les gens de plus en plus confinés **DANS UN ÉTAT CONTRÔLÉ DE PAUVRETÉ DURABLE DOCILE ! La vie dans la dignité, l'émancipation et l'autonomie ? Au bac !**

Les CPAS auraient pu s'attendre à un gâteau pour leur 40^{ème} anniversaire... les personnes appauvries en espérant des miettes ! ET bien non, RIEN de cela. C'est un gâteau rance, une boule puante qui a été offerte à chaque CPAS et dont les « allocataires sociaux » devront subir toutes les effluves et leurs conséquences appauvrissantes : de la conditionnalité en plus, des ressources financières en moins, du temps chronométré face aux assistants sociaux, des sanctions pour des gens dans le combat de la survie, de l'exploitation par le travail volontaire mensongèrement annoncé comme choisi, de la traçabilité bestiale avec l'oubli du droit à l'oubli, de l'ajout aux pressions vers l'emploi qui n'existe pas, et le risque que le secret professionnel devienne un souvenir de bonne pratique ! Une couche de plus en faveur de la transparence des exploités quand l'organisation de l'opacité des enrichis poursuit son long fleuve tranquille. **DENTELLES OUATÉES PANAMÉENNES ET LES FRAUDEURS FISCAUX D'UN CÔTÉ, ENCLUME SUR LA TÊTE ET CAMISOLE SOCIALE DE L'AUTRE !**

Ce cocktail empoisonné prenant place sur une table loin d'être dégagée de mets déjà indigestes qu'avec combativité, des acteurs des CPAS, des travailleurs sociaux, des militants-tes « allocataires sociaux-ales », des militants-tes d'associations et du RWLP, que l'administration elle-même parfois, tente de précipiter dans la grande poubelle de table : le non-respect de la législation sous des formes diverses misant sur le fait que la personne en demande n'aura pas la connaissance, ni la force de faire valoir ses droits ; l'hyper-conditionnalisation des droits qui ajoute injustement et illégalement de la règle à la règle ; l'application systématique de la contrainte la plus forte lorsque « peut » dans les textes de loi est appliqué automatiquement comme « doit » ; l'analyse de situations « à reculons » pour n'intervenir que réellement si cela s'impose de façon criante et donc régulièrement tardive.

Et que dire de la stigmatisation, de la honte, de l'envie de ne plus être vu qui s'installe dans les tripes des gens qui luttent le plus intelligemment possible pour traverser la vie dans le trop peu ? Comment avaler que toutes ces décisions se prennent au nom de la lutte contre la pauvreté ? Le Ministre de l'Intégration sociale, Monsieur Borsus, et le gouvernement fédéral, dont Madame Sleurs, Secrétaire d'État en charge de la lutte contre la pauvreté, sont et seront responsables de plus de drames sociaux, de plus de désœuvrement, de plus d'appauvrissement. Fossoyeurs de la solidarité et du vivre ensemble, ils génèrent toujours plus de perte de confiance des "gens de peu", des travailleurs du social, d'une partie croissante de la société civile en l'État et sa fonction démocratique. **Personne ne cherche à aller vers le CPAS et personne ne cherche à y rester. Aujourd'hui, un nombre croissant de jeunes et moins jeunes y sont précipités à cause des mesures gouvernementales structurelles appauvrissantes ! Certains choisissent des chemins de traverse souvent fragilisants, ne supportant plus les contrôles, la culpabilisation, le jugement, la honte... ne percevant plus l'institution comme offrant l'accès à un droit.** Les bonnes réponses se trouvent uniquement dans l'accès à des emplois correctement rémunérés et organisés, une fiscalité juste, des logements payables, des besoins de premières nécessités payables (l'eau, l'électricité, la communication par téléphone et internet, l'alimentation), des pensions qui permettent de vivre, un accès à la santé pour tous, une politique de chômage sans exclusion, des services publics soutenus, une politique de l'environnement équitable, un soutien aux jeunes, un respect des personnes qui assument un handicap, une maladie, une invalidité, ... et parfois, ce devrait être le plus exceptionnellement possible, par la nécessité d'avoir recours à un accompagnement adapté et humain dans le cadre des services sociaux, y compris avec un CPAS.»

⇒ **En 2026, pour le 50^{ème} anniversaire de la loi organique des CPAS, nous ne soupçonnions pas que la dernière phrase de ce communiqué 2016 serait prémonitoire de pire encore : « AUJOURD'HUI, PLUS QUE JAMAIS DEPUIS L'APRÈS-GUERRE, CE GOUVERNEMENT CRÉE LA PAUVRETÉ ET DANS LE MÊME TEMPS EXPULSE CEUX QUI LA SUBISSENT DES DROITS ET DES MÉCANISMES SOLIDAIRES ! »**

Aujourd'hui, la déconstruction des droits sociaux et de la solidarité frappe notamment à travers :

- * La réforme du chômage avec exclusion des personnes de la sécurité sociale vers les CPAS ... Deuxième très sévère coup de canif dans la sécurité sociale après les allocations familiales...
- * La destruction ou l'affaiblissement sévère des droits, des services publics, de l'associatif, dérégulation augmentée de l'emploi, ... Jetant ainsi les gens dans l'assistance qui leur est reprochée, tout en intensifiant la suspicion et leur stigmatisation... La violence des injonctions paradoxales !
- * L'importance du caractère résiduaire des CPAS en voie de disparition avec l'affaiblissement de la sécurité et des droits...
- * Le durcissement de la plupart des réglementations appliquées dans les CPAS ... renvoyant plus encore les gens à la débrouille, à la clandestinité, voire au danger... Exit aussi du CPAS...
- * La déshumanisation du travail social, le détournement de sa fonction...
- * La fracture du dialogue social et la mise en doute systématique des analyses scientifiques étayées...
- * La dépersonnalisation des gens, les réduisant plus que jamais à des dossiers, documents, portefeuilles...
- * La dépersonnalisation des assistants sociaux, leur assignant de plus en plus une mission d'exécutants administratifs et de contrôleurs sociaux...

LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ACTUEL CASSE NON SEULEMENT « DES GENS » MAIS AUSSI LES DISPOSITIFS PUBLICS SOLIDAIRES. IL PIÉTINE L'IDÉE MÊME D'EMPATHIE ET DE SOLIDARITÉ COMME VALEURS CENTRALES D'UNE SOCIÉTÉ DÉMOCRATIQUE. IL CLIVE, IL OPPOSE, IL MET EN CONCURRENCE. AINSI, IL DONNE LA BECQUEE À L'EXTRÊME DROITE QUI FAIT DRAMATIQUEMENT TACHE D'HUILE AUTOUR DE NOUS !

Oui, nous voudrions un gouvernement fort, fort de convictions et de visions pour :

- La recherche de l'égalité comme seule bonne réponse à un projet de société sans gaspillage des potentiels humains, en capacité de relever les défis énormes que sont là : le climat, l'IA, l'évolution de l'emploi et du travail, les évolutions démographiques, la situation géopolitique mondiale, ...
- Un engagement déterminé pour la réduction et la régulation de la possession excessive des richesses matérielles et immatérielles. Accaparement délétère pour les politiques publiques, les droits vitaux pour une grande partie des gens les confinant à la traversée de la vie dans le trop peu de tout, pour un projet de société, pour la solidarité, pour les enjeux climatiques et la nécessaire justice sociale dans tous les droits.
- Un engagement contre toutes les orientations qui offrent de l'espace à l'extrême droite chez nous, en Europe et dans le monde. Soit un engagement contre la stimulation d'une culture de la haine, du chacun pour soi et de l'hyper-valorisation de la méritocratie au profit de la stimulation d'une culture de l'empathie, de l'humanité, de la solidarité.
- Un dialogue social permanent avec les divers partenaires sociaux, syndicats, mutuelles, acteurs de l'éducation permanente, fédérations, car toutes les compétences doivent être mobilisées pour construire et porter des solutions justes, fortes, crédibles.

Pour donner une existence aux ayants droit affectés par toutes ces mesures aggravantes, le RWLP sera en action ce jeudi 10 septembre 2026 à partir de 13h, à l'entrée du Business Village Ecolys, Avenue d'Ecolys 2 bte 2, 5020 Suarlée à l'occasion de l'événement organisé par la Fédération des CPAS Wallons pour les 50 ans de la Loi organique des CPAS. Un « TAPIS D'HUMAINS ET D'HUMAINES » comme « ACCUEIL » pour les 1200 personnes qui participent à cet événement. Couché.es et numéroté.es comme des dossiers, les premières et premiers concernés par ce qui se dira à l'intérieur du bâtiment se rendront incontournables DEHORS... symbole de Exit de tous les droits.

Bienvenue à la presse. Contact presse : Manon Anslot 0488/442415 et Christine Mahy 0498/448238.